



«Il faut réguler politiquement l'ensemble de la consommation à des fins de justice»

L'enseignante-chercheuse Mathilde Szuba défend l'idée d'imposer le rationnement pour organiser le partage et protéger les plus fragiles.

Mathilde Szuba est maître de conférences en sciences politiques à Sciences-Po Lille et membre de l'institut Momentum, laboratoire d'idées français consacré aux enjeux de l'Anthropocène.

Vous travaillez sur la notion de rationnement. De quoi s'agit-il ? C'est une réponse collective à la pénurie pour protéger les plus fragiles en organisant le partage, quand un produit de première nécessité vient à manquer. Rationner, cela veut dire empêcher certains de surconsommer pour s'assurer que tout le monde puisse en avoir un minimum. Ce n'est pas punir les gens en les privant, c'est s'assurer que chacun puisse avoir une quantité minimale d'un produit nécessaire. Pour

cela, il faut forcément réguler l'ensemble de la consommation et la surconsommation. C'est une intervention du politique, donc du collectif, dans l'économie, à des fins de justice.

Vous auriez un exemple de rationnement mis en place ?

Dans la mémoire collective française, les histoires de rationnement les plus vives remontent à la Seconde Guerre mondiale. Ce fut une expérience très dure de privations pour la plupart, vécue comme injuste puisque la pénurie alimentaire était liée certes à l'effort de guerre qui concentrait les forces productives, mais aussi aux réquisitions organisées au profit de l'Allemagne. A la même période cependant, le rationnement est vécu en Grande-Bretagne comme un moyen de s'organiser collectivement pour faire face à l'ennemi allemand, on parle de «*pulling together*», l'idée de se serrer les coudes. Plus récemment, on en a un autre exemple au moment du choc pétrolier de 1973 avec le rationnement du pétrole aux Pays-Bas. A Cuba, il y a un rationnement depuis les années 60 pour certains produits alimentaires de base :

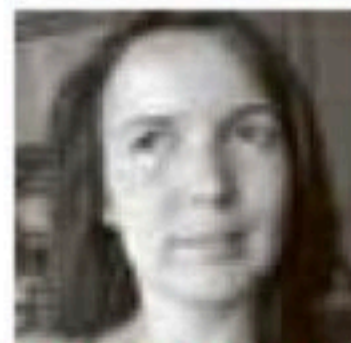
le sucre, le riz, les haricots et la viande peuvent s'acheter dans un magasin d'Etat avec un carnet qui donne droit à quelques kilos de ces produits à tarif subventionné. Pour en acheter plus, il faut aller sur le marché libre, où ce sera plus cher. Ce système permet de s'assurer que chacun a accès à un minimum de produits de base à des tarifs accessibles. Encore plus récemment, dans les années 90, des chercheurs britanniques ont conçu l'idée d'une carte carbone : chacun aurait une quantité limitée de crédits d'énergie pour ses pleins d'essence, ses billets d'avion, l'énergie de sa maison... Cela a été envisagé sérieusement au ministère de l'Environnement dans les années 2000, sous les gouvernements Blair et Brown. Il y a eu plusieurs études de faisabilité, mais la crise de 2008 a mis fin aux discussions.

On peut imaginer que de tels scénarios soient mis en place à l'avenir ?

Je m'intéresse à cette question car je considère qu'on va au-devant de situations de crises dans lesquelles on sera certainement très intéressés par ces possibilités d'organisation du partage. Que ce soit parce qu'on manquera de quelque chose, comme d'eau ou d'énergie, ou pour organiser volontairement l'autolimitation des consommations. En France, nous nous sommes engagés à diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre, voire à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Bien sûr, le secteur économique est responsable de la plupart des émissions, mais un effort de réduction aussi conséquent ne pourra pas se faire sans que la population y contribue aussi. Alors comment va-t-on s'y prendre ?

Les politiques publiques doivent-elles s'organiser en fonction de la finitude des ressources ?

Je n'ai pas l'impression qu'il y ait des signes pour aller dans cette direction actuellement mais d'un point de vue écologique, ce serait essentiel. Il faudrait inscrire la finitude des ressources comme architecture de notre fonctionnement économique et social. On peut donc choisir de limiter l'utilisation des ressources pour anticiper et éviter les crises. Mais il est plus probable que la prochaine fois qu'on fera du rationnement, ce sera en catastrophe,



INTERVIEW

en réaction à dans une crise énorme et pressante, et reconnue comme telle.

Vous dites qu'il faut «politiser l'enjeu du partage»...

La crise écologique est un problème de surconsommation des sociétés

industrielles. Dans ce contexte, elle doit conduire à un partage des efforts d'autolimitation et de sobriété. On a bien compris la précarité énergétique, l'injustice que cela représente pour les plus fragiles. Mais les enjeux de justice, c'est aussi voir de l'autre côté du gradient ceux qui surconsomment de manière incontrôlée et font du tort à l'ensemble de la société. Or l'indicateur le plus prédictif des émissions de gaz à effet de serre d'une personne, c'est son revenu : plus les gens gagnent de l'argent, plus ils émettent des gaz à effet de serre. Politiser le partage, c'est se rendre compte que les politiques publiques ne doivent pas seulement protéger les plus faibles, mais aussi faire en sorte que les gros consommateurs soient limités dans leur consommation, car ce sont des dangers publics.

Ces limites imposées réveillent très vite le spectre d'une «dictature verte»...

La «dictature verte» est vraiment un fantasme. L'écologie est une des idéologies les plus attachées à la démocratie et ces décisions sont impossibles à prendre sans le consentement de la population. Par ailleurs, contrainte ne veut pas dire dictature : on accepte sans problème certaines contraintes, comme l'instruction obligatoire jusqu'à 16 ans, car on estime que c'est légitime pour le bien de la société. Il serait temps qu'on perçoive le climat comme un enjeu d'intérêt général et même de survie. Pendant une courte période de l'histoire, on a pris l'habitude d'être les rois du pétrole, donc il est certain qu'on va devoir passer par une période de sevrage.

Recueilli par
AURÉLIE DELMAS